

Rapport sur le développement durable en Europe 2020

Communiqué de presse

L'UE devrait faire de 2021 la « Super Année » pour la réalisation des objectifs de développement durable en Europe et dans le monde, selon un nouveau rapport du SDSN et de l'IEEP

Paris et Bruxelles, le 8 décembre 2020 - Le Réseau de solutions pour le développement durable des Nations-Unies (SDSN) et l'Institut pour la politique environnementale européenne (IEEP) publient aujourd'hui le *Rapport sur le développement durable en Europe 2020*, le deuxième rapport quantitatif indépendant sur les progrès de l'Union européenne, ses Etats membres, et d'autres pays européens vers les objectifs de développement durable (ODD), fixés par les États membres de l'ONU en 2015.

Le *Rapport sur le développement durable en Europe 2020* fait partie d'une série plus large de rapports sur le développement durable (SDR) qui suit la performance des pays et des municipalités du monde entier sur les ODD depuis 2015. Il s'appuie sur une méthodologie publiée dans la littérature scientifique et audité statistiquement par la Commission Européenne en 2019, et inclut des « profils pays » pour l'UE, ses Etats membres et des pays partenaires.

Le rapport arrive à un moment critique où une nouvelle administration américaine s'est engagée à rejoindre à nouveau l'Accord de Paris. La Chine, le Japon, la Corée du Sud et d'autres pays ont rejoint l'UE en promettant la neutralité carbone vers le milieu du siècle. Le moment est venu pour l'UE de promouvoir des objectifs communs de développement durable avant les sommets historiques sur le climat et la biodiversité de 2021 au Royaume-Uni et en Chine.

Guido Schmidt-Traub, directeur exécutif du SDSN, déclare que « *les ODD et l'accord de Paris reflètent les valeurs de l'Europe et sont alignés sur le Pacte Vert européen, de sorte que l'UE doit assurer un leadership mondial sur les objectifs. L'UE a mis en place les outils pour atteindre les ODD en interne, mais ils doivent être organisés plus clairement autour des six transformations. Il est dans l'intérêt de l'UE de promouvoir la diplomatie des ODD et du Pacte Vert avant les COP sur le climat et la biodiversité en 2021.* »

Dans le même temps, les plans de relance en réponse à la pandémie de la COVID-19 doivent faire progresser les objectifs de développement durable à long terme. « *L'attention politique demeure, à juste titre, dans de nombreux pays européens focalisée sur la réponse à la crise sanitaire causée par la pandémie de la COVID-19. Les bonnes nouvelles récentes concernant le développement des vaccins rendent la reprise en 2021 de plus en plus probable. Ce rapport montre comment utiliser les ODD en tant que feuille de route pour une reprise durable et inclusive* », déclare Guillaume Lafortune, directeur du SDSN Paris.

Dans ce processus, le renforcement des données et statistiques ODD et des processus de suivi sera essentiel. Céline Charveriat, Directrice exécutive de l'IEEP, ajoute qu'« *en pleine pandémie de la COVID 19, mesurer les progrès vers les ODD avec les bons indicateurs est essentiel pour assurer une reprise juste, verte et résiliente.* »

Citer le rapport:

SDSN and IEEP. 2020. *The 2020 Europe Sustainable Development Report: Meeting the Sustainable Development Goals in the face of the COVID-19 pandemic*. Sustainable Development Solutions Network and the Institute for European Environmental Policy: Paris and Brussels

Télécharger le rapport et accéder aux données :

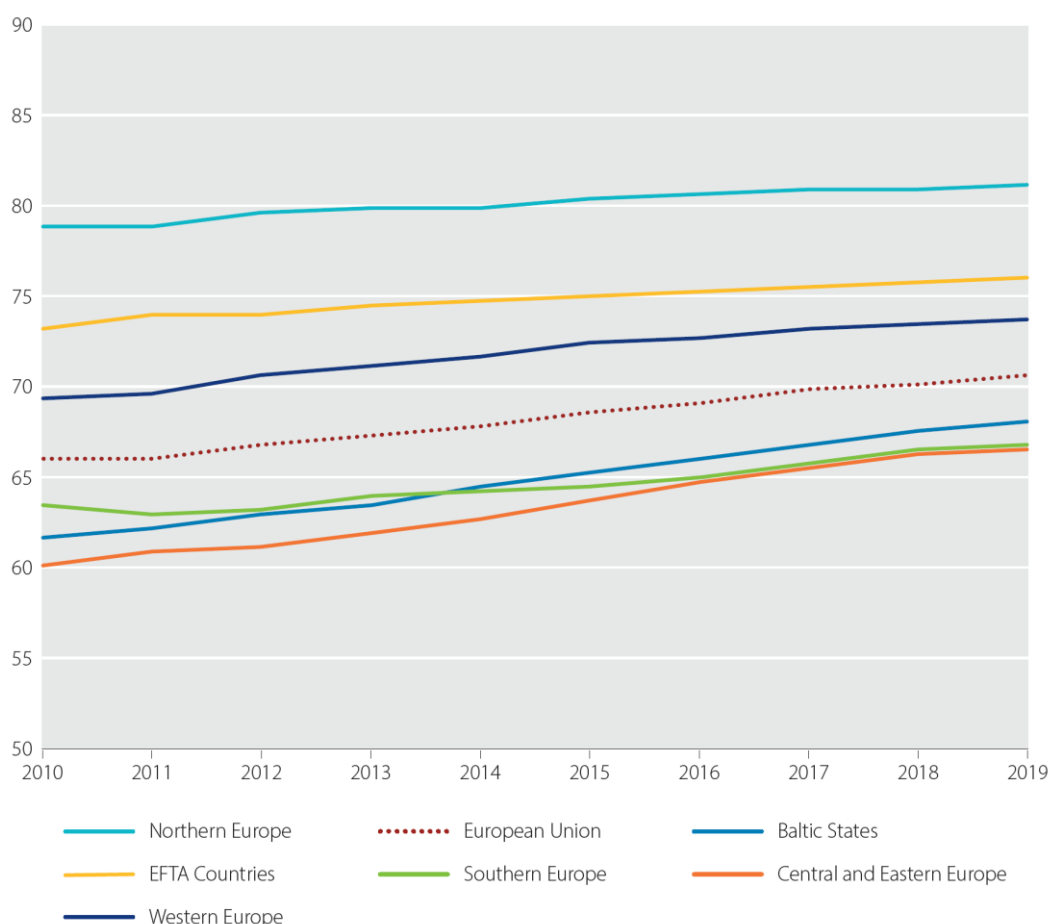
Site Web: <https://sdgindex.org/EU>

Plateforme de données interactive : <https://eu-dashboards.sdgindex.org/>

Les transformations ODD peuvent soutenir une reprise durable et équitable.

Même avant le début de la pandémie, aucun pays européen n'était en voie d'atteindre les 17 ODD d'ici 2030. Dans l'ensemble, les pays nordiques obtiennent les meilleurs résultats sur l'Indice ODD inclus dans le rapport. La Finlande arrive en tête de l'Indice ODD pour l'Europe 2020, suivie de la Suède et du Danemark, mais même ces pays sont confrontés à des défis majeurs sur plusieurs ODD. En matière d'ODD, les principaux défis de l'Europe se concentrent autour de l'agriculture et de l'alimentation durables, du climat et de la biodiversité - et dans le renforcement de la convergence des niveaux de vie dans ses pays et régions. **La France se classe au 9ème rang sur 31 pays sur l'Indice ODD pour l'Europe 2020 avec un score de 73,0/100. La Belgique est 13ème avec un score de 71,7/100.**

Progrès sur l'Indice ODD par régions en Europe (2010-2019)



Source: SDSN and IEEP, 2020.

Le plan de relance doit viser à rendre l'UE plus durable, inclusive et résiliente sur la base du Pacte Vert européen et de la réalisation des 17 ODD. La crise appelle à une reprise tirée par des investissements publics transformateurs qui soutiennent les infrastructures vertes, la numérisation et la consommation et la production responsable. Cela doit s'accompagner d'efforts et d'investissements accrus pour stimuler l'éducation et les compétences dans toute l'Europe et accélérer la convergence des niveaux de vie. Des efforts coordonnés pour réformer les systèmes de taxation, et en particulier les taxes numériques, sont essentiels pour financer ces transformations en Europe et dans le reste du monde.

L'engagement de Xi Jinping à atteindre la neutralité carbone avant 2060 en Chine; des engagements récents similaires du Japon et de la Corée du Sud; et l'élection de Joe Biden à la présidence américaine ont profondément changé le paysage international de la diplomatie européenne, offrant une fenêtre d'opportunité pour une diplomatie multilatérale et bilatérale accrue basée sur le Pacte Vert.

Opérationnaliser les ODD dans l'UE

De nombreuses politiques proposées et existantes de l'UE visent à réaliser l'Agenda 2030, même si elles ne sont pas explicitement formulées en fonction de ces objectifs convenus au niveau international. S'il n'est pas nécessaire de lancer un nouveau processus de stratégie ODD à l'échelle de l'UE, il est urgent de maintenir un engagement politique fort envers les objectifs, de suivre les progrès et de communiquer (aux Européens et aux autres) comment l'UE et les États membres s'efforcent de les atteindre.

La pandémie de la COVID-19, associée aux pressions sans précédent sur le multilatéralisme et la règle de droit, menace la visibilité et la viabilité des ODD en tant qu'objectifs communs du monde pour le développement durable. En tant que priorité absolue, les trois piliers de la gouvernance de l'UE - le Conseil européen, le Parlement européen et la Commission européenne - devraient émettre un engagement politique commun en faveur du programme 2030 et des 17 ODD.

Le rapport explore en outre le rôle de six leviers et outils de politiques publique majeurs pour la mise en œuvre des transformations ODD dans l'UE et pour soutenir les progrès des ODD dans d'autres pays :

1. Une nouvelle stratégie industrielle et d'innovation européenne pour les ODD
2. Un plan d'investissement et une stratégie de financement alignés sur les ODD
3. Politiques nationales et européennes cohérentes relatives aux ODD - Semestre européen fondé sur les ODD
4. Pactes Verts (« Green Deals ») coordonnés / diplomatie des ODD
5. Régulations sur les normes commerciales et la reddition de compte des entreprises
6. Cadre de suivi et rapports d'étape sur la mise en œuvre des ODD

L'Europe doit tirer les leçons de la pandémie et renforcer la préparation, la prévention et la résilience des systèmes de santé pour atteindre l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être)

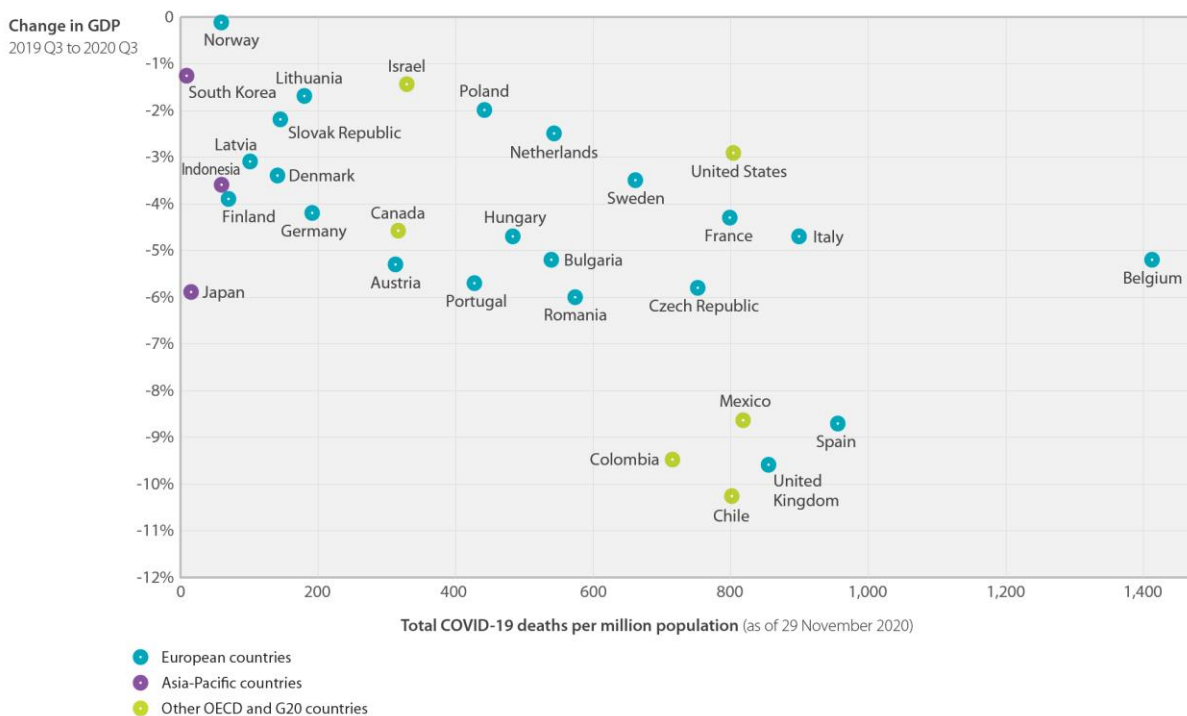
Par rapport aux pays de la région Asie-Pacifique, les réponses européennes à la pandémie du COVID-19 ont généralement été beaucoup moins efficaces pour contrôler et supprimer la pandémie, ce qui a entraîné des mesures de confinement «stop & go» et une réduction de nombreuses activités économiques. Une comparaison entre, d'un côté, la croissance du PIB au troisième trimestre de 2020 par rapport au troisième trimestre de 2019 et, de l'autre côté, le nombre de décès par million d'habitants en 2020 liés à la COVID-19 met en évidence la bonne performance de la Corée du Sud par rapport aux pays européens qui est parvenue à atténuer à la fois les conséquences sanitaires et économiques de la

pandémie de la COVID-19. En Europe, la Finlande et la Norvège ont le mieux réussi à atténuer les impacts sanitaires et économiques de la pandémie jusqu'à présent. La Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni ont subi les effets sanitaires et économiques les plus graves de la pandémie.

Les pays qui ont opté pour une rhétorique plus libérale pour gérer la pandémie, comme la Suède en Europe, ainsi que les États-Unis, n'ont pas été particulièrement performants sur le plan économique et ont eu jusqu'à présent des taux de mortalité élevés dus au COVID-19.

Apprendre des pays qui ont réussi à supprimer le virus et qui ont mieux réussi à atténuer ses impacts sanitaires et économiques sera essentiel pour atteindre la cible 3.d des ODD sur la préparation face aux menaces de sécurité sanitaire mondiale. Une préparation, une coordination et une résilience accrues sont également nécessaires pour préparer l'Europe à d'autres menaces pour la santé publique et l'environnement, y compris les risques climatiques.

Décès liés à la COVID-19 et croissance du PIB au troisième trimestre 2020 (par rapport au troisième trimestre 2019)



Note: GDP in third quarter (Q3) of 2020 compared to Q3 of 2019. Death rate as of Nov 29, 2020. In blue: European countries. In green: Asia-Pacific. In orange: Other OECD and G20 countries.

Source: Authors' calculations. Based on Eurostat, OECD, and Our World in Data.

Les chaînes d'approvisionnement non durables et le commerce des pays de l'UE sapent les efforts d'autres pays vers l'atteinte des ODD et augmentent la probabilité de futures pandémies

L'Indice des externalités internationales 2020, inclus dans le rapport, montre que les pays européens génèrent des retombées négatives importantes en dehors de la région - avec de graves conséquences environnementales, sociales et économiques pour le reste du monde. Par exemple, les importations de produits textiles dans l'UE sont liées à 375 accidents mortels au travail dans le monde chaque année et à 21 000 accidents non mortels. Les chaînes d'approvisionnement non durables entraînent également de la déforestation et des menaces accrues pour la biodiversité.

Pour garantir sa légitimité internationale, l'UE doit lutter contre les externalités internationales négatives. Cela exigera des politiques commerciales et extérieures cohérentes par le biais de la diplomatie du Pacte Vert, une coopération et une transparence fiscales renforcées, l'application des normes de l'UE aux exportations et la réduction des transferts de déchets. En outre, l'UE doit établir un mécanisme de suivi systématique de ces externalités négatives et évaluer l'impact des politiques européennes sur d'autres pays et sur les biens communs (« Global Commons ») mondiaux.

A propos du SDSN

Le Réseau des solutions de développement durable des Nations Unies (SDSN) mobilise l'expertise scientifique et technique des universités, de la société civile et du secteur privé pour soutenir la résolution de problèmes pratiques pour le développement durable à l'échelle locale, nationale et mondiale. Le SDSN fonctionne depuis 2012 sous les auspices du Secrétaire général de l'ONU. Le SDSN mobilise des réseaux nationaux et régionaux composés d'instituts de recherche et d'universités, des réseaux thématiques axés sur les solutions et la SDG Academy, une université en ligne pour le développement durable.

A propos de l'IEEP

L'Institut pour la politique environnementale européenne (IEEP) est un institut d'études politiques indépendant à but non lucratif, un groupe de réflexion écologique et un centre de premier plan pour l'analyse et le développement de la politique environnementale en Europe et au-delà. L'Institut est basé à Bruxelles avec une succursale à Londres et un réseau de partenaires dans d'autres pays, qui sont particulièrement forts dans les États membres de l'UE. Il s'agit notamment des universités, des associations environnementales et professionnelles de divers secteurs, des instituts de recherche et des bureaux de conseil. L'IEEP apporte une perspective analytique non partisane, s'engageant à la fois dans des questions urgentes à court terme et dans des études stratégiques à long terme.

Contacts

- Guillaume Lafortune, Directeur du SDSN à Paris. guillaume.lafortune@unsdsn.org (+33 6 60 27 57 50)
- Guido Schmidt-Traub, Directeur Exécutif du SDSN. guido.schmidt-traub@unsdsn.org
- Céline Charveriat, Directrice Exécutive, IEEP. ccharveriat@ieep.eu (+32 2 738 7481)